

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2616

[C - 97/27605]

**9 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
définissant les conditions d'accès des invests au Fonds pour la gestion des déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement, modifiée par le décret du 7 décembre 1989;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 6, § 1^{er} et 27;

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, tel que modifié par les décrets du 17 décembre 1992 et du 27 juin 1996, notamment son article 1^{er}, § 2, 5^o et 6^o;

Vu le décret du 7 octobre 1985 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 21 et 22;

Vu la communication 96/C 68/06 de la Commission relative aux aides de minimis;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juin 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1996;

Vu l'avis de la Commission des Déchets;

Vu l'avis de la Commission des Eaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° invests : organismes créés par le Gouvernement wallon sur base de l'article 25, § 4, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissements et des sociétés régionales d'investissements pour apporter un soutien financier au développement économique et industriel des petites et moyennes entreprises situées dans des zones géographiques déterminées;

2° projets : activités, produits, procédés dont la création ou le développement est de nature à avoir un impact positif sur l'environnement;

3° Fonds : le Fonds pour la gestion des déchets visé à l'article 1^{er}, § 2, du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne;

4° Sowagep : société pour la gestion de participations de la Région wallonne dans des sociétés commerciales, filiale spécialisée en mission déléguée de la Société régionale d'Investissement de Wallonie;

5° comité technique : le comité visé à l'article 9;

6° Ministre : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions.

Art. 2. Chaque année, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement, sur proposition du Ministre, fixe le montant de l'enveloppe affecté par le fonds et mis à la disposition de la Sowagep, pour la promotion des activités industrielles environnementales.

Art. 3. Peuvent bénéficier, selon les modalités déterminées au présent arrêté, de droits de tirage à prélever sur l'enveloppe définie à l'article 2, les invests soutenant des projets au sens de l'article 1^{er}, 2^o.

*CHAPITRE II. — Procédure de reconnaissance
du caractère des projets et de mise à disposition des droits de tirage*

Art. 4. Aucun droit de tirage ne peut être exercé sans l'accord du comité technique.

La demande d'examen technique du dossier est adressée sous pli recommandé par l'invest au comité technique.

Le comité technique vérifie si le projet vise la recherche, le développement ou l'utilisation de techniques écologiquement rationnelles et évalue :

1° le caractère significatif de l'impact environnemental du projet par rapport aux autres éléments du dossier;

2° l'originalité du sujet ou de la solution par rapport à l'état de la technique et aux besoins environnementaux;

3° le caractère reproductible de la solution ou des résultats à d'autres secteurs ou à d'autres entreprises.

Sur base de cette évaluation, le comité technique fixe un taux d'intervention à charge de l'enveloppe visée à l'article 2.

Le taux est fixé en fonction des règles suivantes :

1° 50 % lorsque le projet consiste en la création d'une nouvelle entreprise;

2° 40 à 50 % lorsque le projet concerne un produit;

3° 30 à 40 % lorsque le projet concerne un procédé de fabrication.

Le taux est calculé par rapport au montant global de l'intervention de l'invest dans le financement du projet.

La décision du comité technique est notifiée à l'invest endéans un délai de vingt jours ouvrables à dater de la réception de la demande d'utilisation du droit de tirage.

L'absence de décision équivaut à une décision défavorable.

Sur base de cette décision du comité technique, l'invest prend sa décision en intégrant les éléments économiques et financiers du dossier.

Art. 5. La demande de mise en œuvre du droit de tirage est adressée par l'invest à la Sowagep.

Cette demande est accompagnée des documents suivants :

1° la décision du comité technique;

2° la délibération du conseil d'administration de l'invest approuvant la décision du comité technique.

Art. 6. En cas d'accord du comité technique et de décision positive du conseil d'administration de l'invest, la Sowagep vérifie que le montant demandé s'inscrit à l'intérieur de l'enveloppe prévue à l'article 2 et libère le montant au profit de l'invest après avis de conformité de l'intervention à l'objet social de l'invest et/ou aux prescriptions des conventions de financement intervenues entre la Région wallonne et l'invest.

En particulier, la Sowagep vérifie que le montant total de l'aide par bénéficiaire est limité à un montant de 100.000 écus sur une période de trois ans.

CHAPITRE III. — Modalités de remboursement des droits de tirage

Art. 7. La créance de la Région à l'encontre de l'invest bénéficiaire des droits de tirage est récupérable par la Région via la Sowagep selon les modalités prévues entre cette dernière et les invests.

CHAPITRE IV. — Contrôle et suivi du Comité technique et d'évaluation

Art. 8. Il est créé un comité d'évaluation rassemblant les invests, la Sowagep, la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, l'Inspection des Finances, le Ministre et le Ministre ayant l'Economie dans ses attributions. Ce comité se réunit tous les ans pour évaluer l'application du présent arrêté et détermine les améliorations à y apporter. La première réunion aura lieu au plus tard après l'engagement de 50 millions en provenance du fonds.

Le comité d'évaluation remet annuellement un rapport au Ministre.

Art. 9. Il est créé un comité technique composé de :

1° un représentant du Ministre de l'Environnement;

2° un représentant de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;

3° un représentant de la Direction générale des Technologies et de la Recherche;

4° un représentant de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi.

Ce comité peut recourir aux experts qu'il juge nécessaire pour l'examen des projets.

Art. 10. La présidence et le secrétariat du comité technique et du comité d'évaluation sont assurés par le représentant du Ministre.

Le comité établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Ministre.

Art. 11. Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 2616

[C — 97/27605]

9. OKTOBER 1997. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Bestimmung der Zulassungsbedingungen der "Invests" zu dem Fonds für die Abfallbewirtschaftung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften, abgeändert durch das Dekret vom 7. Dezember 1989;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 6, § 1 und 27;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Besteuerung der Abfälle in der Wallonischen Region, so wie es durch die Dekrete vom 17. Dezember 1992 und vom 27. Juni 1996, insbesondere dessen Artikel 1, § 2, 5° und 6°, abgeändert wurde;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere der Artikel 21 und 22;

Aufgrund der Mitteilung 96/C 68/06 der Kommission über "de minimis"-Beihilfen;

Aufgrund des am 14. Juni 1996 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Juli 1996 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für Wasserwesen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Bestimmungen:

1° « Invests »: von der Wallonischen Regierung geschaffene Einrichtungen auf der Grundlage des Artikels 25, § 4 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und Regionaler Investitionsgesellschaften, zur Gewährung einer finanziellen Unterstützung für die wirtschaftliche und industrielle Entwicklung der Klein- und Mittelbetriebe, die in geographisch festgelegten Gebieten liegen;

2° Projekte: Tätigkeiten, Produkte, Verfahren, deren Entstehung oder Entwicklung derart beschaffen sind, daß sie eine positive Einwirkung auf die Umwelt haben;

3° Fonds: der Fonds für die Abfallbewirtschaftung, so wie er in Artikel 1, § 2 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Besteuerung der Abfälle in der Wallonischen Region erwähnt wird;

4° Sowagep: Gesellschaft für die Verwaltung der Anteile der Wallonischen Region in Handelsgesellschaften, eine auf Vertretungsmissionen spezialisierte Tochtergesellschaft der "Société régionale d'Investissement de Wallonie" (Regionale Investitionsgesellschaft für die Wallonie);

5° Technischer Ausschuß: der in Artikel 9 erwähnte Ausschuß;

6° Minister: der für die Umwelt zuständige Minister.

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel legt die Regierung auf Vorschlag des Ministers jährlich den Betrag fest, der von dem Fonds zugeteilt und der Sowagep zur Förderung der die Umwelt betreffenden industriellen Tätigkeiten zur Verfügung gestellt wird.

Art. 3 - Gemäß den im vorliegenden Erlaß festgelegten Bestimmungen sind die "Invests", die Projekte im Sinne des Artikels 1, 2° unterstützen, dazu berechtigt, von den in Artikel 2 festgelegten Haushaltsmitteln Ziehungsrechte zu erlangen.

KAPITEL II — *Verfahren zur Erkennung der Art der Projekte und Zurverfügungstellung der Ziehungsrechte*

Art. 4 - Ohne die Zustimmung des technischen Ausschusses darf kein Ziehungsrecht geltend gemacht werden.

Der Antrag auf eine technische Begutachtung der Akte wird von der "Invest" per Einschreiben an den technischen Ausschuß gerichtet.

Der technische Ausschuß überprüft, ob das Projekt die Forschung, die Entwicklung oder die Benutzung ökologisch rationeller Techniken zum Ziel hat und bewertet:

1° den deutlich umweltbetonten Charakter des Projekts im Verhältnis zu den übrigen Elementen der Akte;

2° die Originalität des Themas oder der Lösung im Verhältnis zu dem Stand der Technik und der Bedürfnisse bezüglich der Umwelt;

3° die Übertragbarkeit der Lösung oder der Ergebnisse auf andere Gebiete oder Unternehmen.

Auf der Grundlage dieser Bewertung legt der technische Ausschuß den Beteiligungssatz fest, der aus den in Artikel 2 erwähnten verfügbaren Haushaltsmitteln zu entnehmen ist.

Der Beteiligungssatz wird nach den folgenden Regeln festgelegt:

1° 50 % wenn das Projekt in der Schaffung eines neuen Unternehmens besteht;

2° 40 bis 50 % wenn das Projekt ein Produkt betrifft;

3° 30 bis 40 % wenn das Projekt ein Herstellungsverfahren betrifft.

Der Beteiligungssatz wird im Verhältnis zu dem Gesamtbetrag der Beteiligung von der "Invest" an der Finanzierung des Projekts berechnet.

Die Entscheidung des technischen Ausschusses wird der "Invest" binnen zwanzig Werktagen ab Erhalt des Antrags auf Benutzung der Ziehungsrechte zugestellt.

Das Ausbleiben einer Entscheidung entspricht einem abschlägigen Bescheid.

Auf der Grundlage dieser Entscheidung des technischen Ausschusses trifft die "Invest" ihre Entscheidung, wobei sie die wirtschaftlichen und finanziellen Elemente der Akte mit einbezieht.

Art. 5 - Der Antrag auf die Anwendung der Ziehungsrechte wird von der "Invest" an die Sowagep gerichtet.

Diesem Antrag werden folgende Unterlagen beigefügt:

1° Die Entscheidung des technischen Ausschusses;

2° Der Beschluß des Verwaltungsrates der "Invest", der der Entscheidung des technischen Ausschusses zustimmt.

Art. 6 - Im Falle einer Zustimmung des technischen Ausschusses und einer positiven Entscheidung des Verwaltungsrates der "Invest", überprüft die Sowagep, ob die beantragte Geldsumme sich innerhalb des Rahmens des in Artikel 2 vorgesehenen Haushaltsmittelbetrags hält. Daraufhin zahlt sie der "Invest" nach Beurteilung, ob die Beteiligung mit der gesellschaftszwecklichen Zielsetzung der "Invest" und/oder den Bestimmungen der Finanzierungsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der "Invest" übereinstimmt, den Betrag aus.

Insbesondere überprüft die Sowagep, ob der Gesamtbetrag der Beihilfe pro Empfangsberechtigten auf einen Betrag von 100.000 ECU für einen Zeitraum von drei Jahren begrenzt wird.

KAPITEL III — *Bestimmungen für die Rückzahlung der Ziehungsrechte*

Art. 7 - Die Schuldforderung der Region entgegen der "Invest" als Empfangsberechtigte für die Ziehungsrechte ist von der Region über die Sowagep gemäß den zwischen der letzteren und der "Invest" vereinbarten Bestimmungen eintreibbar.

KAPITEL IV — *Kontrolle und Weiterbehandlung durch den Bewertungs- und den technischen Ausschuß*

Art. 8 - Es wird ein Bewertungsausschuß gebildet, zusammengestellt aus den "Invests", der Sowagep, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, der Finanzinspektion, dem Minister und dem für die Wirtschaft zuständigen Minister. Dieser Ausschuß tritt ein Mal im Jahr zusammen, um die Anwendung des vorliegenden Erlasses zu bewerten und die nötigen Aufbesserungen festzulegen. Die erste Versammlung findet spätestens nach dem Einsatz eines dem Fonds entnommenen Betrags von 50 Millionen statt.

Der Bewertungsausschuß legt dem Minister jährlich eine Berichterstattung vor.

Art. 9 - Ein technischer Ausschuß wird gebildet, bestehend aus:

- 1° einem Vertreter des Ministers der Umwelt;
- 2° einem Vertreter der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt;
- 3° einem Vertreter der Generaldirektion der Technologien und der Forschung;
- 4° einem Vertreter der Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung.

Dieser Ausschuß hat die Möglichkeit sich an Experten zu wenden, falls er eine Begutachtung der Projekte als notwendig betrachtet.

Art. 10 - Der Vorsitz und das Sekretariat des Bewertungs- und des technischen Ausschusses werden von dem Vertreter des Ministers übernommen.

Der Ausschuß stellt seine allgemeine Dienstordnung auf und legt diese dem Minister zur Genehmigung vor.

Art. 11 - Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Oktober 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2616

[C - 97/27605]

**9 OKTOBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering
tot bepaling van de voorwaarden waaronder de "invests" toegang hebben tot het Beheersfonds voor afvalstoffen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de gewestelijke investeringsmaatschappijen, gewijzigd bij het decreet van 7 december 1989;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 6, § 1, en 27;

Gelet op het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, zoals gewijzigd bij de decreten van 17 december 1992 en 27 juni 1996, inzonderheid op artikel 1, § 2, 5° en 6°;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 21 en 22;

Gelet op de mededeling 96/C 68/06 van de Commissie inzake de minimis-steun;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juni 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1996;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie;

Gelet op het advies van de Watercommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "invests" : instellingen die op grond van artikel 25, § 4, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de gewestelijke investeringsmaatschappijen door de Waalse Regering opgericht worden om de economische en industriële ontwikkeling van kleine en middelgrote ondernemingen financieel te steunen in welbepaalde geografische gebieden;

2° projecten : activiteiten, producten, processen waarvan de uitvoering of de ontwikkeling een positieve weerslag op het leefmilieu kan hebben;

3° Fonds : het Beheersfonds voor afvalstoffen waarvan sprake in artikel 1, § 2, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest;

4° "Sowagep" : maatschappij voor het beheer van participaties van het Waalse Gewest in handelsvennootschappen, die een in machtigingsopdrachten gespecialiseerde dochtermaatschappij van de "Société régionale de Wallonie" (Waalse Gewestelijke Investeringsmaatschappij) is;

5° technisch comité : het in artikel 9 bedoelde comité;

6° Minister : de Minister van Leefmilieu.

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten bepaalt de Regering jaarlijks, op de voordracht van de Minister, het bedrag van de enveloppe dat het Fonds ter beschikking stelt van de "Sowagep" om milieuvriendelijke industriële activiteiten te steunen.

Art. 3. De "invests" die projecten steunen in de zin van artikel 1, 2°, kunnen, onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden, in aanmerking komen voor trekkingsrechten die uit te trekken zijn op de in artikel 2 bedoelde enveloppe.

HOOFDSTUK II. — *Procedure inzake de erkenning
van de aard van de projecten en de terbeschikkingstelling van de trekkingsrechten*

Art. 4. Er mag geen enkel trekkingsrecht uitgeoefend worden zonder het akkoord van het technisch comité.

De "invest" richt de aanvraag om technisch onderzoek van het dossier bij aangetekende brief aan het technisch comité.

Het technisch comité gaat na of het project het onderzoek, de ontwikkeling of het gebruik van ecologisch rationele technieken beoogt en beoordeelt :

- 1° het belang van het milieueffect van het project t.a.v. de andere gegevens van het dossier;
- 2° de originaliteit van het onderwerp of van de oplossing t.a.v. de stand van de techniek en de milieubehoefte;
- 3° de in andere sectoren of vennootschappen reproduceerbare aard van de oplossing of de resultaten.

Op grond van deze beoordeling stelt het technisch comité een tegemoetkomingspercentage vast ten laste van de in artikel 2 bedoelde enveloppe.

Het percentage wordt vastgesteld aan de hand van de volgende regels :

- 1° 50 % wanneer het project de oprichting van een nieuwe onderneming betreft;
- 2° 40 à 50 % wanneer het project een product betreft;
- 3° 30 à 40 % wanneer het project een fabricageprocédé betreft.

Het percentage wordt berekend op grond van het totaalbedrag van de tegemoetkoming van de "invest" in de financiering van het project.

De beslissing van het technisch comité wordt aan de "invest" meegedeeld binnen een termijn van twintig werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de aanvraag om gebruikmaking van het trekkingsrecht.

Het gebrek aan beslissing staat gelijk met een ongunstige beslissing.

Op grond van de beslissing van het technisch comité beslist de "invest" met inachtneming van de economische en financiële elementen van het dossier.

Art. 5. De "invest" richt de aanvraag om gebruikmaking van het trekkingsrecht aan de "Sowagep".

Bij deze aanvraag worden de volgende documenten gevoegd :

- 1° de beslissing van het technisch comité;
- 2° de beraadslaging van de raad van bestuur van de "invest" waarbij de beslissing van het technisch comité is goedgekeurd.

Art. 6. In geval van instemming van het technisch comité en van positieve beslissing van de raad van bestuur van de "invest" vergewist de "Sowagep" zich ervan dat het gevraagde bedrag binnen de in artikel 2 bedoelde enveloppe valt en betaalt ze dat bedrag aan de "invest" na bericht van overeenstemming van de tegemoetkoming met het maatschappelijk doel van de "invest" en/of de voorschriften van de financieringsovereenkomsten die tussen het Waalse Gewest en de "invest" gesloten zijn.

De "Sowagep" gaat in het bijzonder na of het totaalbedrag van de tegemoetkoming per begunstigde beperkt blijft tot 100.000 ecu's over een periode van drie jaar.

HOOFDSTUK III. — *Voorwaarden van terugbetaling van het trekkingsrecht*

Art. 7. Het Gewest kan zijn vordering t.o.v. de "invest" die de trekkingsrechten geniet, via de "Sowagep" invorderen onder de voorwaarden die door deze laatste en de "invests" zijn vastgesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Controle op en opvolging van het technisch en beoordelingscomité*

Art. 8. Er wordt een beoordelingscomité opgericht, waarin de "invests", de "Sowagep", de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, de Inspectie van Financiën, de Minister en de Minister van Economie vertegenwoordigd zijn. Het comité vergadert jaarlijks om na te gaan of dit besluit wordt toegepast en bepaalt of het aangepast moet worden. De eerste vergadering zal plaatsvinden uiterlijk na de vastlegging van 50 miljoen BEF uit het Fonds.

Het beoordelingscomité bezorgt de Minister jaarlijks een verslag.

Art. 9. Er wordt een technisch comité opgericht, dat samengesteld is uit de volgende personen :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu;
- 2° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;
- 3° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Technologieën en Onderzoek;
- 4° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Economie en Tewerkstelling.

Dit comité kan een beroep doen op de nodige deskundigen voor het onderzoek van de projecten.

Art. 10. Het voorzitterschap en het secretariaat van het technisch comité en van het beoordelingscomité worden waargenomen door de vertegenwoordiger van de Minister.

Het comité stelt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Minister.

Art. 11. De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 oktober 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN